

Brèves économiques pour le Mexique, l'Amérique centrale et les Caraïbes du 20/12/2018 au 2/01/2019

Mexique

2017 – PIB : 1149 Mds USD | Pop : 129 M hbts

Economie

Le Gouvernement a annoncé l'arrêt des travaux du Nouvel Aéroport International de Mexico (NAIM) le 3 janvier, effectif le 4 janvier. Cette annonce fait suite à l'acceptation par les investisseurs internationaux des nouvelles conditions, permettant aux autorités mexicaines d'arrêter les travaux sans risquer de passer en défaut sur les obligations du MEXCAT.

La Ministre de l'Economie Graciela Márquez s'est fixée un objectif d'attraction d'IDE entre 28 Mds USD et 31 Mds USD pour 2019, et a indiqué une modification de la politique d'attrait des IDE au Mexique : les IDE auront vocation à compléter la chaîne de valeur ajoutée déjà existante au Mexique. Banxico estime, quant à lui, des IDE autour de 28 Mds USD pour 2018.

À compter du 1^{er} janvier 2019, le salaire minimum est passé à 5,23 USD/jour (102,68 MXN, +16,2%) au Mexique et à 9 USD/jour (176,72 MXN, +100%) pour les municipalités de la frontière avec les États-Unis (vs. 4,50 USD/jour – 88,36 MXN). Cette augmentation fait suite à une perte de 70% du pouvoir d'achat d'un salaire minimum ces dernières années, selon la Ministre du Travail.

La bourse mexicaine a perdu 15,6% de sa valeur en 2018, principalement impactée par les tensions commerciales entre la Chine et les USA, l'annulation du NAIM par le Président élu AMLO et des initiatives législatives de la majorité présidentielle analysées comme allant à l'encontre du secteur privé. Il s'agit de la plus forte baisse depuis la crise de 2008. L'indice BMV termine l'année à 41 640 points (vs. 49 354 fin 2017).

L'accord commercial Transpacifique (CPTPP en anglais) liant le Mexique à 10 autres économies américaines et asiatiques entrera en vigueur à compter du 15 janvier suite à la ratification parlementaire de 6 des 11 signataires. L'accord s'ajoute aux 12 autres accords commerciaux dont le Mexique est signataire, et lui donne désormais accès à 49 économies, selon le Ministère de l'Économie. Le marché créé par le CPTPP concerne 13,3% du PIB mondial, 17,5% des émissions d'IDE et 6,7% de la population mondiale (près de 500 M habitants).

Les transferts monétaires des migrants (*remesas*) ont atteint 30,53 Mds USD entre janvier et novembre 2018 au Mexique, soit un record historique. Il s'agit d'une augmentation de 10,9% g.a., et les envois de fonds électroniques ont été le principal canal d'envoi. Pour le seul mois de novembre, 2,9 Mds USD de *remesas* ont été reçues par le Mexique, soit une croissance de 20,2% g.a. (31,2% en MXN, en raison de la dépréciation de ce dernier). Les *remesas* profitent d'un marché du travail étasunien dynamique et de la dépréciation du MXN.

Le Mexique est le 4^{ème} récepteur de *remesas* (5,1% du total mondial), derrière l'Inde (11%), la Chine (10,6%) et les Philippines (5,5%), selon BBVA Bancomer. 7 États mexicains concentrent 50% du total envoyé.

Le Gouverneur de la Banque centrale mexicaine a été élu meilleur banquier central des Amériques pour l'année 2018 par la revue « *The Banker* ». La revue félicite le *leadership* et la bonne gestion de Díaz de León, alors confronté à une période de forte volatilité, ainsi que la confiance que la politique monétaire a su apporter aux marchés. La revue mentionne également la plus forte transparence et la responsabilité introduites au sein de Banxico en 2018.

Le prix des carburants devrait augmenter d'environ 0,02 USD/litre (0,40 MXN) en 2019, selon le Président AMLO. Le Président a indiqué que cette augmentation correspondait à l'inflation estimée pour ladite année.

L'Ambassadeur du Portugal a indiqué que le Mexique était devenu une « alternative sérieuse » pour la captation d'IDE portugaises. Il a indiqué ne pas croire que le Mexique allait tomber dans le protectionnisme. Il a mentionné l'existence d'une « migration entrepreneuriale du Portugal vers le Mexique ».

Le Commissaire Européen à l'Agriculture, en visite à Mexico, a indiqué espérer que l'accord de libre-échange entre le Mexique et l'Union Européenne soit signé en avril 2019, pour une entrée en vigueur en janvier 2020. Il a indiqué que les discussions se poursuivaient sur l'ouverture des marchés publics (au niveau sub-fédéral). Il a espéré que ce point serait réglé en avril avec la visite de Federica Mogherini au Mexique.

Le Président AMLO a révélé l'existence et le début du démantèlement d'un réseau interne à Pemex de vol de carburant (*huachicoleo*) équivalant à 10,2 M USD (200 M MXN) quotidiens. Les forces armées mexicaines ont été mises à contribution afin de prévenir le vol de carburant à des endroits stratégiques, sur ordre du Président.

Sur les 15 premiers jours du mois de décembre 2018, l'inflation est retournée à la hausse, à 5,0% g.a. La reprise de la hausse des prix à la consommation a été plus forte pour les produits agricoles et les services, selon l'INEGI.

Finances publiques

Le volet dépenses du projet de loi de finances a été voté dans les premières heures du 24 décembre 2018, pour des ressources estimées à 297,4 Mds USD (5 838,1 Mds MXN ; +6,5% en termes réels par rapport au budget de 2018). Le budget a été approuvé avec 312 votes en faveur et 104 contre. Il intègre une estimation à la hausse de 1,2 Md USD (23,77 Mds MXN) du volet recettes, ajoutés sur proposition d'un député de la majorité présidentielle en prévision de potentielles ressources fiscales supplémentaires issues de la lutte contre la fraude fiscale des « entreprises fantômes ». Les ressources préalablement retirées aux universités dans le projet de budget ont été rétablies dans le budget voté.

L'administration fiscale mexicaine (SAT) renforcera la lutte contre l'évasion et la fraude fiscale ainsi que contre la corruption selon sa nouvelle directrice, Mme Ríos-Farjat. La seconde priorité du SAT sera la simplification des processus fiscaux pour les contribuables mexicains. Concernant la fraude, le SAT se concentrera sur la lutte contre les « entreprises fantômes » permettant une fraude à la TVA et générant un manque à gagner fiscal important pour le Mexique.

Les municipalités situées à la frontière avec les États-Unis bénéficient depuis le 1^{er} janvier d'un stimulus fiscal significatif : une baisse de l'impôt sur les revenus des sociétés et des particuliers (passant de 30% à 20%) et une baisse de la TVA (passant de 16% à 8%). De plus, la TVA sur les carburants a été annulée. La Basse-Californie devrait être l'État le plus fortement bénéficiaire de ce stimulus. La Confédération patronale mexicaine (Coparmex) s'est indiquée favorable aux stimuli fiscaux à la frontière avec les États-Unis, considérant ces derniers comme « une politique de développement positive et disruptive ».

Le SAT se concentrera sur la récupération de créances fiscales afin d'accroître le recouvrement fiscal en 2019. Le politique fiscale approuvée par le congrès mexicain utilisera des modèles de perception de risques et des technologies de pointe pour un meilleur recouvrement des contribuables. La dette en faveur du SAT s'élevait à 34 Mds USD (667,68 Mds MXN) en septembre 2018 – 28,1 Mds USD (552,4 Mds MXN) représentant des crédits fiscaux à des entreprises. Ainsi, 78% des créances fiscales de la SAT proviennent d'entreprises.

Le coût financier de la dette mexicaine augmentera de 11,4% en 2019 en termes réels vs. 2018, et représentera 3% du PIB. Il atteindra 38,2 Mds USD (749,1 Mds MXN). Il représentait 2,7% du PIB en 2018.

La dette publique des municipalités est passée de 978 M USD (20,18 Mds MXN) à 2,47 Mds USD (48,52 Mds MXN) en 10 ans, selon le centre d'étude des finances publiques de l'Assemblée Nationale mexicaine. 8 municipalités regroupent 30% de l'endettement total : Tijuana, Monterrey, Guadalajara, Hermosillo, León, Benito Juárez, Mexicali et Zapopan.

Si le Gouvernement ne réussit pas à atteindre ses objectifs de meilleur recouvrement fiscal pour 2019, les ressources des fonds de stabilisation devront être mises à contribution, selon le Centre de Recherches Économiques et Budgétaires (CIEP).

Le Mexique est le pays de l'OCDE collectant le moins de ressources fiscales en comparaison à son PIB, proportion en baisse à 16,2% en 2017 (vs. 16,6% en 2016). Ce chiffre est en moyenne de 34,2% en 2017 dans les pays de l'OCDE, et significativement inférieur à l'avant-dernier pays (Chili – 20,2%). Selon la CEPAL, le recouvrement fiscal mexicain est à peine supérieur à celui d'autres pays de la zone LAC, pourtant moins développés.

Indicateur	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau du 02/01/2019
Bourse (IPC)	2,06%	-15,10%	42 271,14 points
Taux de change USD/Peso	-0,24%	0.01%	19,63 MXN/USD
Taux de change Euro/Peso	-0,56%	-3,89%	22,37 MXN/EUR
Prix du baril de pétrole mexicain (USD)	-3,38%	-24,31%	43,65 USD

Les pays membres du Système d'intégration centraméricain (SICA) ont signé la « Déclaration Spéciale sur la Production et la Commercialisation du Café » le 14 décembre 2018. Celle-ci a pour objectif de fournir de la stabilité au secteur du café, notamment via un soutien à une culture plus durable. Les responsables de ces pays ont exprimé vouloir mettre en œuvre des mesures techniques et financières avec l'aide de la Banque Centraméricaine d'Intégration Économique (BCIE) pour renforcer l'ensemble de la chaîne de valeur du café en Amérique centrale. Les dirigeants souhaitent également que des actions conjointes soient menées avec le Conseil Agricole Centraméricain (CAC) et l'Organisation Internationale du Café (OIC), afin de développer des stratégies de réduction des inégalités au profit des producteurs de café.

Costa Rica

2017 – PIB : 58 Mds USD | Pop : 4,9 M hbts

La Banque centrale a été remboursée du prêt de 833 M USD accordé au Gouvernement en bons du Trésor. Le Gouvernement est parvenu à payer sa dette avant la date limite, grâce au rétablissement de la confiance des investisseurs, résultat direct de l'approbation de la réforme de renforcement des finances publiques.

En 2018, le Colon (CRC) s'est déprécié de 6,9% par rapport à l'USD. Les mouvements les plus prononcés du cours du CRC ont eu lieu en novembre, atteignant un point haut à 628 CRC et liés à l'incertitude budgétaire et aux besoins de liquidité du Gouvernement. La Banque centrale est intervenue pendant 12 jours consécutifs pour contenir les mouvements à la baisse du CRC. Ses interventions sur les marchés des changes ont coûté 125 M USD issus des réserves internationales. En décembre 2018, 37 M USD supplémentaires ont été investis dans des opérations de stabilisation.

Guatemala

2017 – PIB : 75,7 Mds USD | Pop : 16,9 M hbts

Selon la Banque centrale du Guatemala (Banguat), les crédits accordés aux entreprises jusqu'à novembre 2018 ont augmenté de +6,3% (g.a) et atteignent près de 25,9 Mds USD. Les autorités guatémaltèques estiment que ce taux atteindra entre +4% et +7% d'ici la fin de l'année (contre +3,8% en décembre 2017) et entre +6% et +10% en 2019. Cette croissance s'explique notamment par une hausse de la demande de crédits hypothécaires et de prêts de la part d'entreprises du secteur manufacturier (+14,2% g.a) ainsi que du secteur du commerce et de la distribution (+8,8% g.a). Les prêts octroyés en USD ont progressé de +9,3% (g.a), passant de 8,4 Mds USD en novembre 2017 à 9,2 Mds USD en 2018.

Le Ministère de l'Economie, en concertation avec les organisations syndicales, envisagent une hausse de 3% du salaire minimum pour 2019. Entre 2013 et 2018, le revenu minimum au Guatemala tous secteurs confondus a progressé de 5% en moyenne par an, celui-ci étant principalement indexé sur l'inflation dans le pays. En 2018, le salaire minimum journalier des employés atteint près de 11,70 USD (+3,75% vs. 2017). Au sein des « maquilas » et dans les entreprises spécialisées dans les exportations, le salaire minimum avoisine les 10,70 USD. Le nouveau salaire minimum est entré en vigueur au 1^{er} janvier 2019.

Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), dans le cadre du projet « Programme de développement métropolitain de la municipalité de Guatemala », lance un appel d'offres pour l'acquisition d'un système de paiement sans contact destiné au réseau de transport public de la ville de Guatemala et de son agglomération. Les entreprises intéressées peuvent consulter les documents relatifs à l'appel d'offres sur le site internet du PNUD (http://procurement-notice.undp.org/view_notice.cfm?notice_id=52247) ou sur la plateforme publique Guatecompras (<http://www.guatecompras.gt>) en indiquant le numéro (NOG) 9530991. Les dossiers de candidature devront être adressés au plus tard le 11 février 2019.

La Cour Constitutionnelle déclare inconstitutionnelle la loi sur les cartes de crédit pour vice de forme. Celle-ci était provisoirement suspendue depuis le 31 mai 2016 après un recours d'inconstitutionnalité déposé par la Banque centrale du Guatemala (Banguat). Cette loi a pour objectif l'apport de protections et de garanties aux consommateurs vis-à-vis des établissements bancaires. Elle prévoit notamment une plus grande transparence sur les taux d'intérêts, les frais bancaires et les conditions lors du renouvellement d'un contrat bancaire. Elle doit également offrir aux clients la possibilité de négocier une restructuration de leurs dettes personnelles lorsqu'ils se trouvent dans l'incapacité de les honorer.

Honduras

2017 – PIB : 22,9 Mds USD | Pop : 9,2 M hbts

La Banque Centraméricaine d'Intégration Économique (BCIE) a accordé un financement d'environ 44 M USD au Gouvernement hondurien pour soutenir le projet routier « Libramiento Anillo Periférico-Carretera CA-5 Sur ». Ce projet vise à construire un tronçon de route à quatre voies reliant Tegucigalpa à l'autoroute CA-5 Sud. D'une

longueur de 5,38 Km, cette nouvelle infrastructure permettra d'améliorer l'accès sud de Tegucigalpa. Le projet contribuera à apporter une solution à la congestion routière qui existe actuellement au sein de la capitale hondurienne.

Nicaragua

2017 – PIB : 13,7 Mds USD | Pop : 6,2 M hbts

Le Président des Etats-Unis Donald Trump a signé le 20 décembre le *Nicaraguan Investment Conditionality Act (Nica Act)* qui impose une série de sanctions économiques et politiques au Nicaragua. Le texte fixe notamment un certain nombre de conditions à l'approbation par les représentants étasuniens de prêts au Gouvernement du Nicaragua par les institutions financières internationales, telles que le Fonds Monétaire International (FMI), la Banque Mondiale, la Banque Centraméricaine d'Intégration Économique (BCIE) et la Banque Interaméricaine de Développement (BID). Une suspension des aides internationales pourrait davantage fragiliser le développement économique et social du pays, déjà très impacté par la crise, du fait de la forte dépendance du programme d'investissement public du Nicaragua aux organisations multilatérales. Certains experts craignent des répercussions au niveau régional, étant donné la forte interdépendance des économies centraméricaines. La loi prévoit également des sanctions (gel des avoirs aux Etats-Unis, refus de visa) pour des personnalités liées au Gouvernement nicaraguayen.

Panama

2017 – PIB : 61,9 Mds USD | Pop : 4 M hbts

En 2019, le FMI prévoit que la croissance panaméenne atteindra 6,8%. La forte activité du secteur de la construction (liée au développement des infrastructures) et l'ouverture de la mine de cuivre devraient contribuer à la croissance. Le FMI estime que l'inflation devrait se situer autour de 2,4%. Par ailleurs, la CEPAL prévoit que la croissance économique atteindra 5,6%. Le développement économique du pays serait affecté par les élections présidentielles, qui pourraient générer de l'incertitude dans le monde des affaires selon la Chambre de commerce. L'augmentation des prix du pétrole et des taux d'intérêt pourraient également avoir un impact sur la croissance du pays.

Le projet de loi sur la pénalisation de l'évasion fiscale n'a pas été débattu au cours des sessions extraordinaires de décembre 2018. Selon l'Association bancaire de Panama, cette absence de discussion pourrait provoquer l'inclusion du Panama sur la liste grise du GAFI.

De janvier à novembre, la Zone Franche de Colon (ZLC) a enregistré une activité commerciale de 19,6 Mds USD (+9,5% en g.a.). Les importations et les réexportations ont toutes deux enregistré une croissance cumulée de 9,5% de janvier à novembre. Les importations ont totalisé 9,2 Mds USD, sur la période et les réexportations ont atteint 10,4 Mds USD.

Les perspectives de Fitch sont stables pour le secteur bancaire panaméen en 2019. L'agence de notation s'attend à ce qu'un rebond de l'économie (de 5,5% contre 4,9% prévus en 2018) favorise la demande de crédit et allège les pressions sur la performance des banques. La tendance à la baisse de la qualité des actifs, reflétée par la hausse des créances douteuses, serait ainsi renversée. Toutefois, l'environnement concurrentiel sera complexe pour les petites banques. Par ailleurs, la collecte de dépôts devrait continuer à afficher une faible croissance, tandis que la hausse des taux internationaux pourrait entraîner une hausse des coûts de financement. Fitch ne prévoit pas que les élections de mai impactent les performances des banques.

La Banque Interaméricaine de Développement (BID) a approuvé un prêt de 100 M USD pour le financement d'infrastructures, afin d'atténuer l'impact des inondations et réaliser des améliorations urbaines dans le bassin de la rivière *Juan Díaz*. Les ressources seront utilisées pour : (i) les infrastructures d'atténuation des inondations; (ii) l'amélioration de la qualité des espaces publics ; (ii) les capacités de gestion de la municipalité de Panama.

CARAÏBES

2017 – PIB : 147,9 Mds USD | Pop : 27,3 M

Republic Financial Holdings (RFH) a acquis 9 activités bancaires de Scotiabank. Désormais, estimée à 13 Mds USD, cette acquisition devrait augmenter la taille de RFH de 43%. Par ailleurs, la banque est sur le point de devenir actionnaire majoritaire de la *Cayman National Bank*, via une transaction de 143 M USD.

Sagicor Financial Corporation (SFC) a annoncé qu'elle avait accepté de vendre ses actions, d'une valeur de 536 M USD, à la société Alignvest Acquisition II Corporation, basée au Canada. SFC assure aux ressortissants des Caraïbes que la transaction n'aura pas d'incidence négative sur ses activités dans la région. Cette transaction renforcerait la position concurrentielle de SFC. Lorsqu'elle sera approuvée, Sagicor se retirera de la cote des bourses de la Barbade, de Trinité et Tobago et de Londres pour être cotée à la bourse de Toronto.

Haïti

2017 – PIB : 8,6 Mds USD | Pop : 10,9 M hbts

L'inflation se poursuit en novembre, à 14,5% g.a. Les biens alimentaires ; les meubles, articles de ménages et d'entretien ; la santé et les loisirs ont été les postes les plus contributeurs de l'inflation haïtienne.

Les performances macroéconomiques haïtiennes ont été plus faibles que prévues initialement en 2018, selon la Commission Économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC). Pour 2018, la CEPALC prévoit une

Jamaïque

2017 – PIB : 14,4 Mds USD | Pop : 2,9 M hbts

croissance de 1,4%. La persistance de l'inflation et l'importance du déficit public sur l'année ont contribué à la faible performance de l'économie haïtienne. Les critères quantitatifs du programme FMI, signé en 2018 (déficit, réserves internationales, réformes), n'ont pas été respectés.

La croissance économique jamaïcaine a atteint 1,8% g.a. au T2 2018. Les croissances de l'industrie (+5,1% g.a. – pour 51% liée aux performances de l'industrie minière) et des services (+0,7% g.a.) ont contribué à la croissance de la Jamaïque sur la période. L'industrie manufacturière a connu une baisse de 0,3% de son activité.

La Jamaïque est 80^{ème} sur 161 pays au classement 2018 de Forbes des meilleurs pays pour le commerce. Le pays était classé 72^{ème} sur 153 pays en 2017. Le rapport mentionne la trop forte dépendance du pays aux services (70% du PIB) et la prévalence du tourisme, des *remesas* et du commerce de la bauxite et de l'aluminium dans les échanges internationaux du pays. Le rapport félicite toutefois le pays pour sa gestion des finances publiques depuis son entrée en programme FMI.

République dominicaine

2017 – PIB : 75 Mds USD | Pop : 10,8 M hbts

Selon les chiffres préliminaires de l'indicateur mensuel d'activité économique, l'économie dominicaine terminera l'année 2018 avec une croissance de 7,1% g.a. La CEPAL estime que la République dominicaine a crû de 6,3% g.a. en 2018 (vs. 1,2% en 2018)

Le Conseil d'Administration de la Banque centrale a maintenu inchangé son taux directeur de politique monétaire, à 5,5%.

La Banque centrale dominicaine a reçu 300 M USD de la Banque Interaméricaine de Développement (BID) pour le renforcement de la régulation financière.

Clause de non-responsabilité - Le Service Economique Régional de Mexico s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.